



Carnaval: ne vous enflammez pas pour de bon!

Les conseils de prudence
du préventionniste
> p. 6



Sinistres 2008
Eléments naturels:
accalmie
Incendies: année
«standard» > p. 2



**Modification des règles
de subventionnement:**
priorité à la
protection contre les
dangers naturels
> p. 7



**2009: Valeurs
d'assurance indexées,
taux de primes inchangés**

Pour garantir que les indemnités d'assurance couvrent au mieux les frais effectifs occasionnés par un sinistre, les dispositions légales régissant l'ECA JURA prévoient que les sommes assurées des bâtiments doivent être adaptées à l'évolution du coût de la construction si celui-ci évolue de plus de 5%. Or, l'indice d'assurance de l'ECA, relevé à 125 dès le 1^{er} janvier 2008, se trouve, depuis avril 2008, à 7.89% en dessous de l'indice de référence. Le Conseil d'administration a donc décidé de porter l'indice ECA de 125 à 130 avec effet au 1^{er} janvier 2009. Cette décision induit une augmentation automatique des sommes assurées des bâtiments de 4% dès 2009.

Les taux de primes d'assurance 2009 ne subissent aucun changement par rapport à ceux pratiqués en 2008. Vu la situation financière et les pertes de valeurs enregistrées au niveau des placements l'an dernier, aucun rabais n'est possible en 2009 sur les primes de base.

> p.2

Assurance du bâtiment ou du mobilier?

**Attention: modifications
dès le 1^{er} janvier 2010!**

L'ECA JURA et la Chambre Jurassienne des Agents généraux d'Assurances se sont mis d'accord sur une nouvelle répartition pour la couverture de certains objets ou installations, valable dès le 1^{er} janvier 2010.


La direction de l'ECA JURA et la Chambre Jurassienne des Agents généraux d'Assurances ont décidé de collaborer plus efficacement et de se rencontrer régulièrement afin de clarifier le traitement de certains dossiers, tant au niveau de l'assurance que du traitement des sinistres. C'est dans ce cadre que la séparation des objets assurés par l'ECA JURA et par les assureurs privés, tant dans le cas du contrat d'assurance que de la liquidation des sinistres, fait l'objet de discussions afin de trouver des solutions satisfaisantes pour les deux parties, mais aussi et surtout pour nos clients communs: les assurés.

> p.3





Electricité:
la fée qui fait feu...

DOSSIER > pp. 8-9



**Grêle: un risque
croissant –
un guide pour réduire
notre vulnérabilité**

> p. 10



**Cheminées,
poêles:
prudence!**

> p. 11

Valeurs d'assurance indexées, taux de primes 2009 inchangés

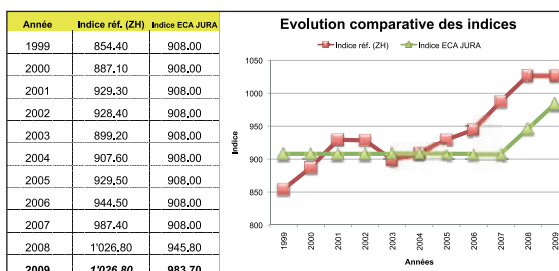
Etre assuré d'être bien assuré! C'est le «bénéfice client» de l'indexation périodique des valeurs d'assurance prévues par la loi. En effet, pour garantir que les indemnités d'assurance couvrent au mieux les frais effectifs occasionnés par un sinistre, les dispositions légales régissant l'ECA JURA prévoient que les sommes assurées des bâtiments doivent être adaptées à l'évolution du coût de la construction si celui-ci évolue de plus de 5%. La référence est l'indice zurichois du coût de la construction. Or, l'indice d'assurance de l'ECA, relevé à 125 dès le 1^{er} janvier 2008, se trouve, depuis avril 2008, à 7.89% en dessous de l'indice de référence. Au vu de cette nouvelle augmentation de l'indice zurichois en 2007 et 2008, le Conseil d'administration a décidé de porter l'indice ECA de 125 à 130 avec effet au 1^{er} janvier 2009. Cette décision induit une augmentation automatique des sommes assurées des bâtiments de 4% dès 2009.

Les taux de primes d'assurance 2009 ne subissent aucun changement par rapport à ceux pratiqués en 2008. Vu la situation financière et les pertes de valeurs enregistrées au niveau des placements l'an dernier, aucun rabais n'est possible en 2009 sur les primes de base.

Malgré cette augmentation à 130, le nouvel indice d'assurance de l'ECA se situe encore à 4% au-dessous de l'indice zurichois de la construction servant de base à la majorité des établissements cantonaux d'assurance. Une indexation à 135 n'a pas été jugée opportune par le Conseil d'administration, car, vu la crise économique et financière actuelle, il paraît très probable que l'on assiste à une baisse de l'indice zurichois dans les mois à venir.

Toutefois, les propriétaires qui considéreraient la somme assurée de leur bâtiment supérieure au coût de reconstruction d'un bâtiment identique peuvent demander de maintenir la somme assurée pratiquée en

2008. Il s'agit notamment des bâtiments estimés pour la dernière fois au cours des années 2007 ou 2008. Toute demande visant à ne pas adapter la somme assurée au 1.1.2009 doit être présentée par écrit à l'ECA JURA, ceci afin d'éviter tout litige en cas de sinistre et



en raison d'une sous-assurance manifeste. Les taux de prime 2009 n'ont pas changé! Ils restent fixés à 0,38 ‰ pour les bâtiments de construction massive (en béton ou en maçonnerie) et à 0,57 ‰ pour les bâtiments non massifs. Quant aux surprimes appliquées aux bâtiments agricoles, artisanaux ou commerciaux, elles n'ont pas subi de modifications. Le taux de prime pour la prévention et la lutte contre les dommages reste, comme les années antérieures, fixé à 0,19 ‰.

Si les taux de primes n'ont pas changé, les propriétaires auront pourtant des factures légèrement supérieures à celles de l'année passée. Ceci est uniquement dû à l'augmentation de 125 à 130 de l'indice d'assurance, provoquant une augmentation des sommes assurées de 4% avec, comme corollaire, une augmentation des primes dans la même proportion.

Malgré un cours de dommages très favorable au niveau des sinistres éléments naturels et un peu en dessous de la moyenne pour les incendies en 2008, aucun rabais de prime n'est accordé sur la facture 2009 adressée aux propriétaires. Deux raisons principales expliquent cette décision du conseil d'administration. Tout d'abord une performance négative des placements des capitaux, avec une perte de valeur importante et une dissolution obligatoire d'une bonne partie de notre réserve pour fluctuations de cours sur titres. Par ailleurs, l'ECA JURA se doit de soutenir la lutte contre les dangers naturels, plus particulièrement la mise en place de protections contre les crues qui causent des dégâts considérables que doit évidemment couvrir notre établissement.

Sinistres 2008 Eléments naturels: accalmie Incendies: année «standard»

Après une année 2007 marquée principalement par des inondations catastrophiques dans le district de Delémont et en Ajoie et qui auront finalement coûté plus de 12 millions de francs à l'ECA JURA, 2008 marque une pause bienvenue, tout particulièrement en ce qui concerne les dommages éléments naturels. En effet, l'ECA JURA a connu une année «réparatrice» au niveau financier dans ce domaine, avec quelque 260 cas de dommages éléments naturels recensés pour un montant approximatif estimé à un peu plus de 430'000 francs. L'année 2008 se classe ainsi au 6^e rang des meilleures années depuis la création de l'Assurance immobilière du Jura en 1979, devenue l'ECA JURA en 2005!

Si la diminution est évidemment flagrante s'agissant des dommages naturels, la situation peut être qualifiée de «normale» pour les incendies. Les premières estimations pour le bouclage de l'année 2008 indiquent un total de 275 cas d'incendie pour des dommages estimés à environ 4,1 millions de francs. C'est à peu de choses près ce qui avait été enregistré en 2007. L'année 2008 reste également un peu en dessous de la moyenne des sinistres survenus de 1979 à 2007.

En haut: incendie du 7.3.2008 à Bourrignon; sous le contrôle des sapeurs-pompiers, une entreprise démolit un mur menaçant la voie publique.

En bas: incendie d'un restaurant à Delémont le 1^{er} juin 2008, suite à un dysfonctionnement d'une installation TV.



Assurance du bâtiment ou du mobilier?

Attention: modifications dès le 1^{er} janvier 2010!

Electroménager, stores, antennes, etc: couverts par l'assurance immobilière ou celle du mobilier? Pour clarifier des situations parfois délicates, des modifications de votre couverture d'assurance seront applicables au 1.1.2010.

Qui assure quoi?

Comme chacun le sait, l'assurance des immeubles, dans le canton du Jura comme dans 18 autres cantons en Suisse, bénéficie d'un monopole d'état. A ce titre, la coordination avec les assureurs privés revêt une grande importance, particulièrement pour différencier ce qui est assuré par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention – l'ECA JURA – et déterminer ainsi ce que les assureurs privés doivent obligatoirement inclure dans l'assurance du mobilier. Cette dernière est plus communément appelée «assurance ménage». Elle est de force obligatoire dans le Jura!

Collaboration renforcée

La direction de l'ECA JURA et la Chambre Jurassienne des Agents généraux d'Assurances ont décidé de collaborer plus efficacement et de se rencontrer régulièrement afin de clarifier le traitement de certains dossiers, tant au niveau de l'assurance que du traitement des sinistres. C'est dans ce cadre que la séparation des objets assurés par l'ECA JURA et par les assureurs privés, tant dans le cas du contrat d'assurance que de la liquidation des sinistres, fait l'objet de discussions afin de trouver des solutions satisfaisantes pour les deux parties, mais aussi et surtout pour nos clients communs: les assurés.

Plus logique

Depuis quelques années, nous avons constaté, au gré de la liquidation des sinistres, que l'assurance de certains objets ou installations n'est pas toujours réglée à satisfaction, par exemple pour les frigos, les congélateurs, les machines à laver, etc. De plus, certains objets (tels que des stores de terrasse ou de vérandas en toile, etc.) ne répondent pas aux critères minimaux des ECA pour la résistance au vent. En outre, le fait que les composants faisant partie d'une même installation (antennes de télévision, amplificateurs d'antennes, etc.) soient assurés auprès de l'ECA JURA, tandis que les téléviseurs et les récepteurs satellites sont couverts par les assureurs privés complique

et renchérit souvent la liquidation des sinistres. Afin de remédier à cette situation insatisfaisante, l'ECA JURA et la Chambre Jurassienne des Agents généraux d'Assurances se sont mis d'accord sur une nouvelle répartition pour la couverture de certains objets ou installations. **Dès le 1^{er} janvier 2010, la séparation entre ce qui est considéré comme appartenant au bâtiment et ce qui fait partie du mobilier se fera dorénavant et automatiquement comme suit:**



Cuisines:

tous les appareils installés dans la cuisine, tels que cuisinière, vitrocéram, frigo-congélateur, four, hotte, etc., intégrés ou non (sauf des appareils portatifs tels que machines à café, four à micro-ondes non intégrés, etc.) = **ECA**

Tous les frigos et congélateurs qui ne sont pas installés dans la cuisine sont transférés aux assureurs privés au 1.1.2010.

Pour rappel, les caves mobiles à vin font partie du mobilier.

Buanderies:

machines à laver et à sécher le linge = **ECA**

Antennes TV:

transfert de tous les genres d'antennes (TV à râtelier ou paraboliques, etc.) **aux assureurs privés, au 1.1.2010**

Pour rappel, les antennes de radioamateurs ont toujours été assurées auprès des assureurs privés.

Stores en toile:

les stores en toile, où qu'ils soient installés, sont transférés aux assureurs privés, au 1.1.2010.

Remarque: les moustiquaires, intérieures ou extérieures, sont assurées uniquement par les assureurs privés.

Remarque importante: les objets mentionnés ci-dessus assurés par l'ECA JURA doivent impérativement appartenir au propriétaire. S'ils appartiennent au locataire, ils sont assurables dans le cadre de l'assurance privée du ménage.

Incidences pour les propriétaires: vu les faibles montants en jeu, le transfert aux assureurs privés des objets assurés jusqu'à présent par l'ECA JURA ne devrait en principe pas avoir d'incidence financière sur les primes d'assurance ménage, pour autant que la couverture du mobilier contractée reflète la réalité. Côté ECA JURA, les sommes d'assurance ne seront pas modifiées, les objets transférés n'étant généralement pas pris en compte lors de l'estimation du bâtiment.

Recommandation importante: pour éviter d'être confrontés à une sous-assurance éventuelle en cas de sinistre, il est vivement conseillé aux propriétaires de contacter leur assureur privé pour vérifier si la couverture actuelle de leur assurance ménage est adaptée à la réalité des biens mobiliers à assurer dès le 1^{er} janvier 2010. ■



Enfin une nouvelle loi pour lutter contre les incendies et les dangers naturels!

Le n° 1 de Eau & Feu l'avait annoncé en février 2007: le Parlement jurassien a traité la nouvelle loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et l'a acceptée à l'unanimité le 21 novembre 2007.

Comme son nom l'indique, le texte inclut des mesures de prévention des dangers naturels, afin de répondre à une problématique toujours plus actuelle. Il donne notamment à l'établissement cantonal d'assurance (ECA JURA) la compétence de déterminer les mesures de protection des bâtiments et autres objets qu'il assure. Les mesures en matière d'aménagement du territoire restent dévolues à l'Etat et aux communes.

L'ECA JURA aussi responsable de la protection des bâtiments contre les dangers naturels

La loi votée par le Parlement permet d'adapter la législation cantonale aux normes et directives de protection incendie de l'Association suisse des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), révisées à plusieurs reprises, la dernière fois en 2003. Parmi les principales nouveautés, la

loi transfère à l'ECA JURA les tâches de protection incendie jusqu'ici assumées par les communes. Ce transfert est conforme aux options prises et annoncées au Parlement par le groupe de projet chargé d'étudier la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. L'ECA JURA devient ainsi l'autorité compétente en matière de protection contre les incendies et les dangers naturels pour la protection des bâtiments. Seules les communes de Delémont et Porrentruy, selon des accords particuliers passés avec l'ECA JURA, conservent des prérogatives en matière de protection incendie, pour certaines catégories de bâtiments seulement.

Protection des bâtiments: normes reconnues obligatoires dès le 1.1.2009

La loi prévoit aussi l'introduction d'une obligation de respecter les normes reconnues en matière de stabilité et de sécurité structurale pour les constructions (par exemple les normes SIA). Cette obligation, déjà introduite dans quelques cantons, vise à garantir le respect des normes reconnues en la matière, mais aussi et surtout à assurer la

pérennité de la stabilité du bâtiment, ce qui est primordial pour les propriétaires qui ont investi, pour les banques qui ont garanti les prêts et pour les assurances qui couvrent le bâtiment et aussi le mobilier.

Introduction d'émoluments

Pour compenser les charges financières supplémentaires liées au transfert des tâches des communes à l'ECA JURA, la loi introduit un émolument qui couvre, mais en partie seulement, les frais qui incombent à l'ECA JURA pour les tâches relatives à l'établissement et au contrôle des prescriptions de protection contre l'incendie et les éléments naturels. De tels émoluments existent depuis fort longtemps à Fribourg (ECAB), dans les cantons de Vaud (ECA) et de Berne (AIB) également. Nous avons pris comme référence Fribourg et adapté les émoluments à la situation économique jurassienne, tout en restant très raisonnables en fixant par exemple un forfait de Fr. 200.- pour les maisons familiales. Le tarif définitif des émoluments, adopté par le Gouvernement jurassien le 18 novembre 2008, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Polycom: le Parlement jurassien dit oui au nouveau réseau radio professionnel

Le 3 septembre 2008, le Parlement jurassien donnait son feu vert à la mise en place du réseau radio suisse de sécurité Polycom qui pourra ainsi être achevé dans le Jura.

Les principaux objectifs de Polycom sont de garantir:

- la collaboration en matière de réseaux cryptés (protégés contre l'écoute abusive) entre les autorités et les organisations chargées du sauvetage et de la sécurité aux échelons fédéral, cantonal et communal;
- la collaboration technique intercantonale et à grande échelle;
- la communication entre organisations dans les domaines du sauvetage et de la sécurité, en incluant les moyens de la protection civile et de l'armée.

Dans le canton du Jura, le Corps suisse des gardes-fron-

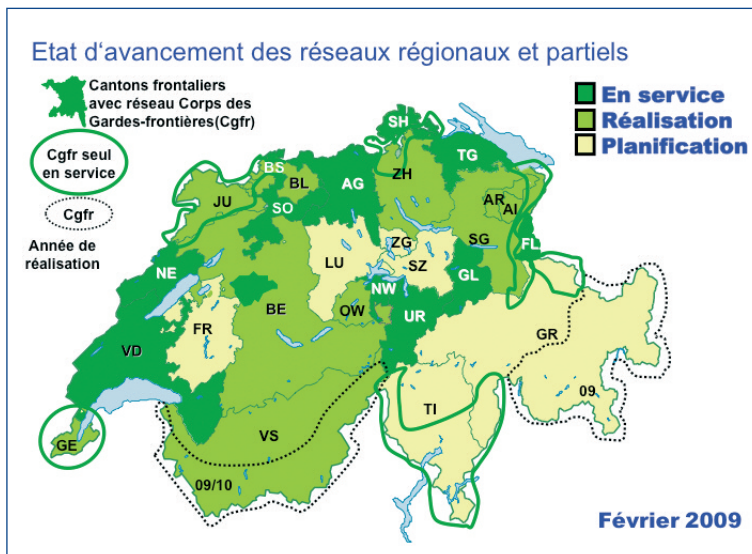
tières a déjà construit et financé plus du 80% du futur réseau Polycom, en mettant en service 19 émetteurs le 1^{er} septembre 2004. Seules trois stations sont encore à construire pour disposer d'une couverture radio com-

plète. Ce sera donc chose faite à l'été 2010, lorsque le réseau Polycom Jura sera mis en service.

Polycom sera dès lors le seul réseau de radio-communication utilisé par les services de sécurité tels que: police cantonale et polices communales de Delémont et Porrentruy, ambulances et hôpitaux, ponts et chaussées et protection civile. Les sapeurs-pompiers des SIS régionaux seront dotés d'un certain nombre d'appareils pour des besoins de coordination lors d'interventions requérant d'autres

services sur les lieux des sinistres. Pour les exercices et les radiocommunications dans le cadre des SIS, les appareils analogiques actuels seront conservés, du moins pour une certaine période.

L'ECA JURA participe financièrement à la mise en place du réseau cantonal Polycom et subventionnera largement l'achat des appareils destinés aux sapeurs-pompiers du Jura.



ECA JURA: quel rôle pour la prévention?

– Jean Bourquard, vous êtes directeur de l'ECA JURA et vous vous adressez une nouvelle fois à vos assurés par le biais du Journal Eau & Feu? Pourquoi?

– J'espère tout d'abord que les propriétaires de bâtiments prennent la peine de lire et de mettre en pratique les conseils donnés dans notre journal Eau & Feu qui paraît chaque année depuis 2007. Nous essayons d'informer au mieux nos assurés sur des sujets aussi divers que les questions d'assurance, de règlement des sinistres, tout en donnant une large place à la prévention des dommages. Bien entendu, les critiques, mais aussi et surtout les remarques constructives et les propositions de thèmes à traiter dans les prochains numéros sont toujours les bienvenues...

L'Etablissement cantonal d'assurance et de prévention - l'ECA JURA – qui assure tous les bâtiments construits dans le Jura contre les dangers d'incendie et les risques dus aux éléments naturels, n'est pas une assurance comme les autres... A l'instar des 18 autres ECA en Suisse, l'ECA JURA applique un système global de protection comprenant trois volets indissociables et interactifs: la prévention, l'intervention et l'assurance.

– Quel est le domaine de prédilection de l'ECA JURA?

– Les trois domaines se complètent, mais, vu l'évolution climatique constatée et les dégâts auxquels nous devons faire face, nous mettons dorénavant encore plus l'accent sur la prévention des dangers naturels! Une prévention efficace peut influencer positivement le recours aux deux autres domaines que sont l'intervention des sapeurs-pompiers et l'assurance. Mais nous ne délaissions pas pour autant la prévention des incendies, ne serait-ce que par le biais de messages de prévention diffusés dans les médias à l'intention des propriétaires de bâtiments, mais aussi des locataires qui sont concernés par certaines mesures de prévention.

Un comportement adéquat doit devenir un automatisme et les messages diffusés sur RFJ ou les annonces publiées dans la presse écrite rappellent aux propriétaires et aux locataires des mesures élémentaires de prudence, dans des domaines d'activité différents, que ce soit au niveau des dangers d'incendie ou pour se protéger des dangers dus aux éléments de la nature.

Que fait concrètement l'ECA JURA pour la prévention des dangers naturels?

La protection des bâtiments contre les dangers naturels, qu'ils soient d'origine gravitationnelle ou météorologique, exige certaines connaissances particulières, mais pas uni-



quement. Il faut savoir que la prévention de base doit avoir lieu au niveau de l'aménagement du territoire: il faut identifier et cartographier les dangers naturels existants ou potentiels et en tenir compte dans la planification des zones à bâtir. L'ECA JURA soutient financièrement la réalisation des cartes cantonales de dangers qui doivent être terminées à fin 2011.

Par ailleurs, une nouvelle loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels, adoptée par le Parlement jurassien à l'unanimité en novembre 2007, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009 avec son ordonnance d'application.

Si cette loi transfère à l'ECA JURA la responsabilité de la protection incendie assumée en partie et jusqu'ici par les communes, elle renforce plus particulièrement la protection contre les dangers naturels, en donnant à notre établissement cantonal des compétences élargies dans ce domaine.

– Quels changements importants cette loi a-t-elle induits au 1^{er} janvier 2009?

– Très concrètement, le Parlement a voulu renforcer la sécurité et mieux protéger les bâtiments et leurs habitants contre les dangers naturels et les séismes. Dorénavant, tout nouveau bâtiment doit obligatoirement et légalement respecter certaines normes techniques ou d'associations professionnelles, comme celles de la SIA, et doit pouvoir résister aux séismes. Même si, dans ce domaine, le Jura se trouve dans une zone d'aléa sismique relativement faible, on ne peut pas exclure la survenance d'un tremblement de terre aussi violent qu'en Californie ou au Japon, bien que la fréquence d'un tel événement soit plus faible. Plus près de chez nous, les conséquences du tremblement de terre de Bâle en 1356 ont été fortement ressenties jusque dans les Franches-Montagnes... Ajoutons que, pour l'heure, les ouvrages

construits en Suisse sont beaucoup moins aptes à résister aux séismes que dans les deux pays mentionnés.

Respecter les normes SIA et suivre les recommandations de l'AEAI (Association des Etablissements d'assurance incendie) constitue une garantie de pérennité pour votre patrimoine immobilier. Le coût supplémentaire lié au respect des normes parasismiques est très supportable pour un bâtiment neuf, puisqu'il oscille entre 0 et 1% de la valeur de l'ouvrage, pour autant que le bâtiment ait été judicieusement conçu. En effet, les calculs d'ingénieur, aussi poussés soient-ils, ne sont pas à même de compenser à posteriori les erreurs ou les défauts de conception parasismique. En tenant compte des normes SIA, chacun y trouvera son compte: les propriétaires tout d'abord, car ils investissent avec la garantie que leur immeuble résistera mieux aux nombreux dangers qui le menacent (ouragan, poids de la neige, séismes, etc.), les banques ensuite, car l'argent prêté est investi dans des valeurs sûres et durables, les assurances enfin, qui devront faire face à moins de sinistres à payer!

– En conclusion, quel message voulez-vous transmettre à vos assurés pour 2009?

– Le respect de quelques règles est le meilleur garant de la sécurité des bâtiments et de leurs habitants, que ce soit pour prévenir l'incendie ou les dangers naturels:

- **Demander un permis qui est obligatoire pour toute nouvelle installation de chauffage ou la modification d'une installation existante, même pour un simple insert de cheminée;**
- **Planifier votre construction avec l'aide de spécialistes reconnus, car vous devrez fournir à l'ECA JURA une attestation officielle prouvant le respect des normes SIA parasismiques;**
- **Respecter les normes SIA, car, en cas de sinistre, le non respect de ces dernières peut vous coûter très cher, votre assurance n'étant pas tenue de vous indemniser;**
- **Tenir compte lors de la conception du bâtiment des dangers naturels gravitationnels connus ou déjà cartographiés (zone inondable, de glissement de terrain, de chutes de pierres) et adapter le bâtiment à ces dangers. Pour des dangers connus, l'ECA JURA vous imposera des mesures de protection qui sont obligatoires!**

Un dernier message: si le personnel de l'ECA JURA est à votre disposition pour des renseignements et des conseils, il ne peut en aucun cas se substituer à un architecte ou à un ingénieur à qui reviennent les responsabilités de concevoir et de dimensionner correctement le bâtiment projeté en tenant compte des normes et des dangers existants. ■

Les enfants et le feu: les responsabiliser...



– **François Jobin, vous êtes responsable de la protection incendie à l'ECA JURA et vous nous parlez aujourd'hui des risques incendie liés au comportement des enfants... Comment apprendre aux enfants à se comporter envers le feu?**

– Chaque année, 7'000 enfants sont victimes de brûlures.

Le Centre d'information pour la prévention des incendies (CIPI) a lancé le personnage de bandes dessinées «Funkî»; Funkî est un diabolin «fiche-le-feu» qui montre aux enfants les risques d'incendie et comment se comporter correctement envers le feu. Sur www.funki.info, vous trouverez un jeu amusant, de précieux conseils en relation avec le feu, des récits d'enfants qui se sont

brûlé les doigts, des autocollants «Funkî» gratuits et bien d'autres choses encore, même un super concours mensuel!

– **Pourquoi les enfants ne doivent-ils pas jouer avec le feu?**

– C'est très simple: les enfants ignorent les dangers et provoquent chaque année des incendies pour des montants élevés et qui, parfois, causent la perte de vies humaines. Il est donc important d'informer et d'expliquer aux enfants le comportement à adopter envers le feu.

– **Faut-il interdire aux enfants de faire du feu?**

– Les enfants doivent pouvoir apprendre à faire du feu sous la surveillance d'un adulte: cela leur permet d'éveiller leur curiosité et



d'avoir un comportement correct envers le feu. Mieux vaut expliquer qu'interdire. Ils doivent apprendre à connaître les dangers du feu et les comprendre. L'éducation à la prudence débute très tôt et représente une tâche permanente. Montrez aux petits enfants qu'en s'approchant du feu, on ressent de la chaleur et qu'on peut se faire mal!

– **Quels sont encore les comportements et conseils à partager avec les enfants ?**

– Les allumettes, les briquets, les liquides inflammables et autres jouets dangereux doivent être conservés hors de portée des enfants.

– Il ne faut jamais oublier que les enfants peuvent agir de manière imprévisible, surtout lorsqu'ils sont en groupe.

– Les parents et les éducateurs doivent montrer l'exemple en faisant preuve d'une attitude responsable envers le feu.

– En cas d'incendie, rester calme et quitter les lieux le plus vite possible en prenant soin de fermer toutes les portes et fenêtres. Avertir les parents, d'autres adultes ou téléphoner au numéro 118 et attendre dehors l'arrivée des pompiers.

Carnaval: ne vous enflamez pas pour de bon!

– **A propos, les festivités du Carnaval 2009 sont à la porte; quels sont, en deux mots, les dangers d'incendie les plus importants à mettre en évidence?**

Les costumes et décorations de Carnaval sont le plus souvent constitués de textiles synthétiques facilement combustibles. Dans la foule, une cigarette allumée à vite fait de mettre le feu à un costume; les matières synthétiques brûlent très rapidement, l'étoffe fond et colle à la peau. C'est pourquoi il est recommandé de traiter les costumes et les perruques, même s'ils sont loués, avec des produits ignifuges.

Les organisateurs de bals masqués et d'autres manifestations liés au Carnaval doivent faire preuve de prudence et utiliser exclusivement des décorations en matériaux incombustibles ou les traiter avec un produit ignifuge.

Nous lançons également un appel aux organisateurs et aux restaurateurs afin de veiller à ce que les voies d'évacuation telles que les escaliers, les couloirs et les sorties soient praticables et dégagées en permanence!

Soyez donc prudents et bon carnaval !



L'ECA JURA concentre ses subventions sur la protection contre les dangers naturels

La protection contre les dangers naturels et le subventionnement équilibré et ciblé des mesures à mettre en place interpellent fortement notre établissement. Le renforcement de la protection contre les dangers naturels étant devenu un enjeu prioritaire, les responsables de l'ECA JURA ont choisi de mettre progressivement en place une politique d'incitation financière pour parvenir à une meilleure prévention de ces derniers. Un premier pas a déjà été franchi en 2006 avec la décision de prise en charge d'une part importante des coûts de réalisation des cartes de dangers initialement à la charge du canton et des communes.

Dernier délai pour les extincteurs!

Pour les raisons expliquées ci-dessus, le Conseil d'administration de l'ECA JURA a décidé de modifier, dès 2010, la politique de subventionnement des mesures de prévention contre l'incendie, un domaine dans lequel l'ECA a investi près de Fr. 600'000.- en moyenne annuelle entre 1998 et 2007. Ainsi, dès le 1^{er} janvier 2010, l'ECA JURA ne subventionnera plus les mesures de prévention incendie obligatoires imposées dans le cadre du permis de construire (installations de détection ou d'extinction incendie, murs et dalles coupe-feu, paratonnerres, postes incendie, etc.). Il en va de même pour les extincteurs portatifs qui ne seront plus subventionnés après le 31.12.2009, comme nous vous l'avions annoncé dans le journal *Eau & Feu* n° 2 de février 2008. Ce délai laisse encore quelques mois aux propriétaires, voire aux locataires, pour équiper leur(s) bâtiment(s) à des conditions intéressantes jusqu'à fin 2009.

Dès le 1^{er} janvier 2010, seules les mesures techniques ou constructives de protection contre l'incendie, mises en place volontairement, bénéficieront d'une aide financière de l'ECA JURA, à l'exception des extincteurs portatifs qui ne seront plus subventionnés dès cette date.

Une précision d'importance: les économies générées par ce changement de pratique serviront principalement à financer la prévention des dangers naturels et plus particulièrement les mesures de protection contre les inondations.

Réduction sur les primes spéciales pour des risques liés à l'affectation du bâtiment

L'application de la nouvelle politique de subventionnement de l'ECA JURA n'aura pas contre aucune incidence sur les rabais

accordés jusqu'à présent sur les primes de risque pour des bâtiments équipés des installations obligatoires imposées par l'application des normes suisses de l'AEAI. Dès le 1^{er} janvier 2010, en toute logique, seules les mesures volontaires de protection incendie bénéficieront à l'avenir de subsides de l'ECA JURA, car elles n'impliquent pas de réduction des primes de risque liées à l'affectation du bâtiment.

Dossiers en cours avec subvention ECA déjà promise: incidences!

Suite aux décisions annoncées plus haut, plus aucune promesse de subside pour des installations obligatoires ne sera faite pour les dossiers de protection incendie reçus après le 30 juin 2009. Seuls les extincteurs portatifs seront encore subventionnés, mais seulement jusqu'au 31 décembre 2009. Les promesses de subside déjà délivrées ou qui le seront jusqu'au 30 juin 2009 seront honorées jusqu'au 31 décembre 2010 dernier délai, pour autant que les travaux ou les installations exigés aient été effectués à cette date. Passé ce délai ultime, le droit au subside deviendra caduc.

Il convient de rappeler ici que les exigences des «Conditions à remplir pour la protection contre l'incendie» devront toujours être impérativement exécutées dans les délais impartis, avec ou sans aide financière de l'ECA JURA. Pour les assurés qui n'ont pas réalisé les installations dans les délais accordés, ou qui ont rechigné à mettre en place les mesures de protection incendie exigées dans le permis de construire, un ultime délai est accordé au 31 décembre 2009 pour s'exécuter, sous peine de se voir infliger des sanctions administratives pénalisantes.

Il va sans dire que l'ECA JURA table cependant sur la bonne foi et la bonne volonté des assurés pour respecter leurs obligations, ce qui nous évitera de devoir prendre des mesures aussi désagréables que nécessaires.

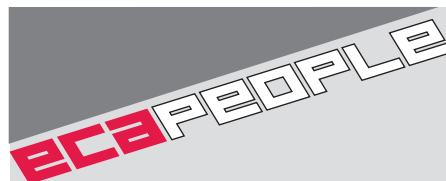
En conclusion, l'ECA JURA poursuit ses efforts de prévention, tout en les ciblant

Les efforts accrus et continus de prévention contre l'incendie déployés par notre établissement, efficacement secondé par les Centres de renfort et les Services de défense contre l'incendie et de secours, toujours mieux formés et équipés, plus efficaces, portent tout de même leurs fruits, ce qui nous a incités à modifier notre pratique de subventionnement, tenant compte également des nouveaux défis posés par les éléments



de la nature. Cette politique est également mise en place par d'autres ECA en Suisse, par exemple à Fribourg et à Neuchâtel.

C'est dans cette perspective que nous voulons poursuivre notre mission qui s'articule sur les trois piliers «prévention - intervention - assurance».



Monique Paupe

Ingénieure civile HES/UTS, Madame Paupe a été responsable, durant 11 ans, de l'urbanisme et des dossiers de protection contre l'incendie au sein d'une commune de plus de 4'000 habitants. Désirant réorienter ses activités et relever un nouveau défi, elle a débuté ses activités à l'ECA JURA le 1^{er} octobre 2008. Elle y assume la responsabilité de la prévention des dangers naturels, tout en traitant également les dossiers de prescriptions pour la protection contre l'incendie. Avant de suivre, en 2010, la formation indispensable d'experte cantonale en la matière, elle a brillamment réussi, en décembre 2008, une formation complémentaire d'experte communale en protection incendie. La direction et le personnel de la division «prévention et lutte contre les dommages» se réjouissent de pouvoir compter sur Monique Paupe qui, avec son expérience de terrain et sa formation spécifique, vient renforcer l'équipe responsable d'un domaine exigeant où tout est à construire: celui des dangers naturels.



La fée qui fait feu...

Ras-le-bol du n'importe quoi!

Bien sûr, personne n'est à l'abri d'une bêtise, d'une distraction, d'un geste malheureux, d'une mauvaise appréciation de situation... L'erreur est humaine! Et c'est pourquoi il est inutile de rêver à une suppression totale des sinistres!

Mais tout de même...

A longueur d'année, presque quotidiennement, constater l'ampleur et la constance du «n'importe quoi» donne parfois au plus optimiste des préventionnistes un petit coup de ras-le-bol!

Le nombre d'interventions de pompiers provoquées par des bricolages électriques aberrants, des casseroles oubliées sur le feu, des bougies laissées allumées sans précaution, des cigarettes, des cendres, des feux de joie qui tournent au drame... Trop!

Est-ce que vraiment on ne peut pas, dans ce domaine aussi, attendre quelques progrès de notre époque?

La prévention des sinistres n'est pas qu'une affaire de spécialistes. C'est aussi une affaire de responsabilité individuelle, d'éducation, de respect d'autrui...

C'est la forme d'énergie la plus... courante. Et c'est peut-être justement parce que l'électricité est devenue d'usage si banal qu'on ne se méfie plus suffisamment de ses dangers. Or, sa puissance, si appréciable, peut aussi être destructrice. Régulièrement, dans nos statistiques d'incendies, ceux qui sont provoqués par des installations ou des appareils électriques défectueux, ou utilisés à mauvais escient, figurent parmi les plus fréquents et les plus lourds en termes de dommages. Sans parler des risques parfois mortels pour les personnes. Or, dans ce domaine comme dans bien d'autres, la fatalité est bien moins souvent impliquée qu'invocée! Dans ces pages, quelques rappels nécessaires.

Installation ok!

Toute installation électrique doit être irréprochable. Son propriétaire est responsable de sa conformité. Il doit la faire contrôler par un spécialiste agréé lors de sa mise en place, puis selon une périodicité prescrite.

Bon contact!

Point essentiel: tout branchement électrique doit assurer un contact fiche-prise impeccable. Une imperfection à ce niveau est un risque d'étincelle, d'arc ou d'échauffement dangereux.

Isolation sans défaut!

Seuls des fils et autres éléments en parfait état mettent à l'abri d'un court-circuit, voire d'une inflammation de matériaux combustibles au contact d'un conducteur sous tension.

Ne pas s'en ficher!

Evitez de brancher trop de fiches sur une même prise, calculez la charge maximum possible en fonction des appareils branchés et de votre circuit. Et préférez les réglettes multiprises horizontales aux fiches multiples sur des prises verticales. Evitez aussi de brancher à des prises verticales les lourdes fiches-transformateurs des appareils à basse tension.



Capteurs solaires: propriétaires, annoncez-vous!

L'ECA recherche les propriétaires de bâtiments équipés d'installations solaires thermiques et/ou photovoltaïques!

La pose de capteurs solaires thermiques ou photovoltaïques a pris une ampleur jamais vue depuis l'introduction de soutiens financiers par les

cantons et surtout par la Confédération en 2008 en ce qui concerne les installations photovoltaïques.

Jusqu'à fin 2008, l'ECA JURA prélevait une prime de risque spécial pour les capteurs solaires thermiques. Or, cette dernière a été supprimée au 1^{er} janvier 2009. Toutefois, pour des raisons inhérentes au système informatique, l'ECA JURA est dans l'impossibilité, pour bon nombre de propriétaires d'installations, de déterminer si cette prime de risque, qui n'apparaissait pas forcément en tant que telle, est toujours appliquée.

C'est pour cette raison que nous prions les propriétaires d'installations de capteurs thermiques et/ou photovoltaïques de compléter le formulaire annexé au bordereau de primes 2009 et de le retourner à l'ECA JURA par courrier ou par fax au 032 9512373.

C'est en effet la seule garantie, le cas échéant, de bénéficier, dès le 1^{er} janvier 2009, de la suppression de ladite surtaxe!

Par ailleurs, l'ECA JURA, pour l'instant du moins, n'assure pas les capteurs solaires photovoltaïques, des discussions avec les assureurs privés et une étude de risque étant encore en cours.



Débrancher!

Préférez les réglettes multiprises à interrupteur: vous pourrez ainsi mettre facilement hors tension tous ces appareils qui sinon restent en veille, consomment inutilement et peuvent s'échauffer dangereusement.

Dérouler!

Si vous utilisez un long cordon de branchement (sur enrouleur ou non), veillez à bien le dérouler, et non à le laisser en boucle: il risquera moins la surchauffe.

De l'air!

Le courant électrique provoque un échauffement de la matière qu'il traverse. Tout consommateur électrique dégage donc de la chaleur. Et certains même beaucoup! Il faut donc impérativement qu'ils ne soient en contact qu'avec l'air ambiant, pas avec des matériaux combustibles!

Propre en ordre!

Morale à part, l'ordre et la propreté sont recommandables. Simplement parce que l'accumulation de poussière, de papiers, de vêtements en tas, etc. forment autant de combustibles évitables, qui ne demandent qu'à s'enflammer en cas de problème.

Jamais sans surveillance!

Comme les bougies et autres flammes ouvertes, il ne faut jamais laisser en fonction sans surveillance les appareils électriques à fort dégagement de chaleur tels que fers à repasser, radiateurs, cuisinières, friteuses, réchauds, etc. Ni laisser à leur contact des matériaux inflammables.

Danger bricolage!

Deux types de bricolage sont à proscrire. Celui qui met en œuvre des appareils électriques sans précautions suffisantes: décapeuses à air chaud enflammant un vernis, soudage ou dégelage surchauffant une conduite, meuleuse ou ponçeuse lançant des étincelles dans une poussière inflammable, etc. Et bien sûr celui des installations et appareils électriques eux-mêmes!



La foudre: imprévisible, mais pas imparable

La foudre est une des manifestations les plus redoutables de l'énergie électrique. Outre ses dangers mortels pour les personnes, elle est aussi une des causes les plus fréquentes de sinistres touchant des bâtiments. Une des préoccupations actuelles des Etablissements cantonaux d'assurance réside dans le montant croissant des dommages provoqués par la foudre. Non plus seulement par ses effets directs sur le bâtiment, mais aussi et surtout par ses effets indirects sur les équipements électriques et électroniques intégrés aux immeubles.

Paratonnerres et parasurtenseurs

Les surtensions induites, de diverses manières, par la foudre mettent à mal les régulateurs de chauffage, les programmeurs d'installations automatiques, tous ces microsystèmes électroniques qui s'intègrent de plus en plus aux bâtiments à mesure des progrès de la domotique notamment. Sans parler, bien sûr, de certains appareils ménagers et de l'électronique de loisir, qui font partie du mobilier et n'émargent donc pas à l'assurance des bâtiments.

Mais si les coups de foudre restent imprévisibles (pas seulement dans le domaine affectif!) et leurs effets redoutables, ils ne sont pas imparables. Une bonne installation de paratonnerre protège efficacement un bâtiment. Et les parasurtenseurs la complètent efficacement pour protéger les installations et appareils électriques, ainsi que les personnes qui les utilisent, dans les cas où le paratonnerre ne peut rien, notamment lorsque la foudre provoque une surtension électrique en frappant une ligne distante de la maison.

On trouve dans le commerce, à des prix très abordables, de bons parasurtenseurs. Il faut toutefois les choisir avec soin, car il y a aussi du moins bon en rayon! Et les installer correctement, ce qui n'a rien de sorcier puisque ces dispositifs ressemblent beaucoup à des prises additionnelles à disjoncteur.

La Fédération romande des consommateurs a réalisé en 2007, en collaboration avec l'ECA vaudois, un test révélateur à ce sujet. On peut le télécharger en format pdf sur le site de l'ECA Vaud, rubrique «Prévenir», menu «Espace propriétaire-locataire».

> www.eca-vaud.ch

L'ECAPi à votre service

En matière d'appareils et d'installations électriques, comme en matière de poêles ou cheminées, de portes, de fenêtres et d'autres matériaux de construction ou de rénovation, d'extincteurs, etc... vous vous posez des questions?

Tout ce que vous voulez et devez savoir pour vous protéger, vous, vos proches et vos biens contre les risques d'incendie et ceux des éléments naturels, vous pouvez l'apprendre à l'ECAPi! Librement ou, mieux encore, sur simple rendez-vous.

C'est totalement gratuit, simple, accessible... mais trop de gens l'ignorent encore, apparemment! Le centre d'information, de formation et de documentation en prévention, mis par l'ECAP à disposition de la population de toute la région jurassienne, est une prestation exclusive qui pourrait être beaucoup plus utilisée qu'elle ne l'est déjà. Beaucoup de professionnels recourent à ses services, mais l'ECAPi est ouvert à tous: particuliers, groupes, écoles, entreprises, pour des conseils ou des renseignements spécifiques ou pour des séances d'information plus globales. Des experts en prévention vous y expliquent de manière

claire les phénomènes, les matériaux, les comportements. On peut y voir, y toucher, y expérimenter même beaucoup de choses et y obtenir des renseignements précis, fiables, et de la documentation appropriée.

Intégré au siège de l'ECAP, place de la Gare 4 à Neuchâtel, l'ECAPi est accessible par la réception de l'établissement, et on peut donc s'y rendre facilement par les transports publics comme en véhicule privé. Deux places de parc sont disponibles pour les visiteurs dans le garage souterrain de l'ECAP, accessible par le rond-point de la place de l'Europe. Se présenter à la barrière automatique au nord-est du bâtiment et s'annoncer à la borne de communication.



> Voir page 12
et sur www.ecap-ne.ch

Grêle: un risque croissant - un guide pour réduire notre vulnérabilité

Le risque occasionné par la grêle est en augmentation. Les Etablissements cantonaux d'assurance des bâtiments le remarquent dans leurs statistiques sur les sinistres. Mais cette observation est corroborée par une étude approfondie qu'a conduite leur Fondation de prévention. Celle-ci s'est en effet attachée à poser des bases aidant à faire des choix en matière de prévention dans ce domaine. Les données recueillies ont permis d'élaborer un Répertoire de la protection contre la grêle, qui classe les produits de construction en fonction de leur résistance à la grêle.



Déjà dans les années 1970, l'AEAI avait suscité la définition de normes sur les matériaux et techniques d'étanchéité des toits plats, qui avaient permis de les assurer à nouveau.

Chutes de grêle plus fréquentes...

La charge de sinistres observée ces dernières années impose désormais de connaître la résistance à la grêle de tous les matériaux utilisés pour l'enveloppe des bâtiments. Ils doivent être choisis en tenant dûment compte du risque généré par la grêle, car l'augmentation des dommages en résultant n'est pas imputable uniquement à une recrudescence des chutes de grêle.

L'analyse du danger de grêle basée sur des données fournies par des radars météorologiques et sur de longues séries de mesures météo montre par exemple que l'ouest du Plateau suisse est affecté tous les 100 ans par des grêlons de 30 mm de diamètre, alors que la périodicité atteint 20 ans au centre et à l'est. L'observation sur une longue période révèle en outre une recrudescence des grandes cellules de grêle, générant des chutes plus intenses.

...mais surtout vulnérabilité accrue

Mais c'est surtout l'évolution de la construction qui accroît la vulnérabilité du pays à la grêle.

Le Répertoire distingue cinq classes de résistance à la grêle (RG). Les RG 1 à 5 se rapportent à des grêlons de diamètre 10 à 50 mm. La classification se réfère à l'absence de dommage. On y découvre notamment que le verre, les lés d'étanchéité et les

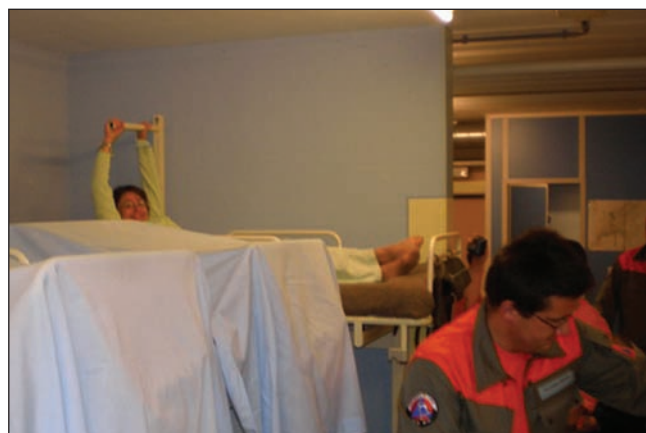
tuiles en terre cuite comptent parmi les matériaux les plus résistants à la grêle. Les volets roulants et les stores à lamelles figurent au nombre des éléments les moins résistants.

Les cartes suisses de danger de grêle font apparaître une plus forte exposition au risque du centre et de l'est du Plateau. Une étude portant sur notre canton a démontré que, pour le Jura, la grêle constituait le risque naturel susceptible d'occasionner le plus de dégâts...



Q: – L'utilisation occasionnelle ou régulière des abris de protection civile pour des réunions ou pour l'hébergement de personnes est-elle soumise à des obligations particulières?

R: – Bien sûr! Même si, par définition, ces locaux sont symboles de sécurité, ils ne peuvent pas être utilisés n'importe quand et n'importe comment. De nombreuses questions nous sont régulièrement posées à ce sujet. Les abris dont la Suisse s'est fait une spécialité sont en effet de plus en plus sollicités pour servir de local de réunions (expositions, discos, groupements de jeunes, répétitions, etc.), de logement (colonies de vacances, cours, manifestations populaires, requérants d'asile, etc.) ou d'entrepôt. De telles utilisations impliquent notamment que les exigences de protection incendie soient satisfaites. Et en premier lieu, elles requièrent une autorisation formelle de l'autorité de protection incendie. Celle-ci fixera l'occupation maximale admise, pour que la sécurité des personnes soit assurée.



C'est la note explicative NEPI 110-03 qui règle l'application des mesures de protection incendie selon les bases édictées par l'AEAI pour l'utilisation d'installations et d'ouvrages du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) hors du service, et/ou pour les installations scolaires et abris spéciaux (TWS 82) utilisés à des fins étrangères à la protection civile et qui sont du ressort des cantons ou des communes. Elle fixe notamment les directives suivantes.

Voies d'évacuation

Les voies d'évacuation doivent conduire directement à l'air libre par des escaliers et des couloirs. En cas d'occupation par plus de 50 personnes, il faut prévoir deux voies d'évacuation indépendantes l'une de l'autre. Les voies d'évacuation et les sorties de secours de la protection civile (par des sauts-de-loup, munies d'échelles, etc) ne sont pas considérées comme telles au sens de la protection incendie. Les portes blindées sur les voies d'accès et d'évacuation doivent toujours res-

ter ouvertes. Comme fermetures, il faut prévoir des portes standard ou des portes EI 30 homologuées AEA1 là où cela est nécessaire (voies de fuite...).

Signalisation et éclairage de sécurité

Les voies d'évacuation doivent être signalisées à une hauteur maximale de 1,0 m au-dessus du sol et munies d'un éclairage de sécurité. Les obstacles tels que les angles et les marches doivent être signalisés par des marquages phosphorescents supplémentaires.

Matériaux utilisables

Dans l'aménagement intérieur et les décors, il est interdit d'utiliser des matériaux facilement combustibles. Seuls les matériaux difficilement combustibles (indice incendie 5.1) sont utilisables. En cas d'incendie, les matériaux ne devront pas goutter en brûlant, ni dégager de gaz toxiques.

Installations de détection et d'extinction

En l'absence d'une surveillance permanente, il faut doter d'une installation de

détection d'incendie les logements occupés par plus de 100 personnes. A proximité des sorties, il faut installer des postes incendie en nombre suffisant munis d'un tuyau de longueur allant jusqu'à 40 m et d'une lance à jet multiple. Il faut tenir à disposition des extincteurs portatifs adéquats, conformément aux instructions de l'autorité de protection incendie ou du DDPS (Département de la défense, de la protection de la population et des sports).

Information et formation

L'exploitant doit définir les mesures à prendre et le comportement à adopter en cas d'incendie dans un règlement interne. Celui-ci doit être affiché de manière bien visible. Le personnel d'exploitation doit être instruit en conséquence.

Toute modification au niveau de la construction et toute installation technique pour les médias sont soumises à l'autorisation des instances compétentes. ■

> <http://ppionline.vkf.ch>

Cheminées, poêles: prudence!

Des incendies surviennent régulièrement à cause d'installations de chauffage défectueuses ou exploitées de manière inadéquate (cheminées, fourneaux à bois ou à mazout, poêles en faïence). Quelques précautions simples permettent toutefois de réduire le danger:

- Observez une **distance suffisante** entre le foyer et les objets combustibles (aménagement intérieur, décorations, combustible, linge à sécher...).
- **Seul le bois sec et non traité** est autorisé comme combustible. Brûler du papier, du carton ou des matières synthétiques nuit à l'installation de chauffage, à l'environnement et à vous-même, et risque de provoquer un feu de suie dans votre canal de cheminée.
- Une petite quantité de papier est autorisée pour la **mise en route**, mais mieux vaut utiliser un cube d'allumage.

- Placez une **grille métallique** devant la cheminée, afin d'empêcher le jet d'étincelles.
- Veillez à un **apport d'air suffisant**. Règle: même section pour l'amenée d'air que pour le tuyau d'évacuation des gaz de combustion.
- Laissez les **cendres** refroidir pendant au moins 72 h. Ne les ramassez jamais avec un aspirateur. Mettez-les dans un récipient incombustible – en aucun cas une boîte en carton ou en bois, ni un sac à ordures! – lui-même sans contact avec un sol ou un élément combustible.
- **Surveillez** le fonctionnement de votre chauffage (dégagement de fumée, bruit). Appelez un spécialiste en cas d'anomalie ou de doute. ■

CIPi Centre d'information pour la prévention des incendies



Les dangers naturels ont leur salon

Geoprotecta: tel est le nom d'un nouveau salon consacré aux dangers naturels et aux conséquences des phénomènes climatiques. Sa première édition s'est tenue à Saint-Gall, sur le site de l'OLMA, en novembre 2008. L'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) ainsi que plusieurs ECA de Suisse orientale y tenaient un stand consacré plus particulièrement au risque de grêle et aux moyens de s'en prémunir. Une conférence sur la protection des bâtiments contre les intempéries y a été organisée par l'AEAI, en collaboration avec la Société suisse des ingénieurs et architectes (SIA). Geoprotecta veut offrir une vue d'ensemble de sujets d'actualité, de produits et de services portant sur la gestion intégrée des risques liés aux forces de la nature et aux effets de l'évolution climatique. ■

Un service unique à disposition des professionnels et des particuliers de l'Arc jurassien

Tout savoir pour protéger sa maison contre l'incendie et les dangers naturels



Place de la Gare 4
2002 Neuchâtel
tél. 032 889 62 22
fax 032 889 62 33
me, je, ve 8h00-12h00
ou sur rendez-vous

www.ecap-ne.ch

Informations
Démonstrations
Conseils
en matière de
prévention feu
et éléments naturels
dans les bâtiments

Ensemble, protégeons nos maisons



Neuchâtel

Centre d'information
de l'Etablissement cantonal
d'assurance et de prévention